



UNE AUTRE HISTOIRE DES «TRENTE GLORIEUSES »

MODERNISATION, ALERTES ENVIRONNEMENTALES ET CONTESTATION DU « PROGRES » DANS LA FRANCE D'APRES GUERRE (1945-1968)

12 et 13 septembre 2011

Compte rendu

Les organisateurs :

- Le Réseau Universitaires de chercheurs en histoire environnementale (Le RUCHE)
- Le Centre Alexandre Koyré de Recherche en Histoire des Sciences et des Techniques (CAK)
- L'Association pour l'Histoire de la Protection de la Nature et de l'Environnement (AHPNE)
- L'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESC)

Introduction

L'expression « Trente Glorieuses », par opposition aux trois journées révolutionnaires de juillet 1830, postule le silence consensuel d'une « révolution invisible de 1946 à 1975 » (Fourastié, 1979). Depuis, J. Fourastié, et y compris chez les historiens qui érigèrent la croissance économique en acteur central de leur récit, les décennies d'après guerre sont souvent vues comme une période de consensus sur les bienfaits du progrès scientifique et technique. Portée par la croissance, absorbée par les « choses »(G. Perec), en marche vers une civilisation des loisirs et de la consommation, préoccupée par les guerres coloniales ou la guerre froide, la population française aurait joyeusement embrassé, jusqu'au tournant de 1968, un modèle de société industrielle et technologique. A cette vision standard des

historiens a correspondu un discours sociologique sur l'entrée toute récente dans une modernité enfin « réflexive ». Souvent basées sur une temporalité binaire « avant », versus « maintenant », ces thèses sociologiques ont, elles aussi, contribué à occulter la réflexivité environnementale des sociétés du passé, et notamment de la société française d'après guerre.

Certes, la modernisation de la France sous les Trente Glorieuses s'est faite à toute vitesse et sans provoquer de contestation majeure et généralisée. Mais l'idée de progrès qui la sous-tendait n'a pas pour autant été acceptée et partagée par tous, à toutes les échelles où la technique devait transformer le social. Bien des distanciations critiques ou artistiques sonnèrent la « complainte du progrès » et bien des controverses et contestations ont marqué cette période, facilitant ainsi la montée en généralité d'une critique plus massive après 1968.

Le colloque entendait faire émerger un nouveau regard historiographique sur les décennies d'après guerre en portant un regard plus distancié sur les milieux et imaginaires modernisateurs, et une attention plus grande aux critiques du « progrès » et aux alertes et luttes environnementales avant 1968. L'hypothèse qui guide ces journées est donc la suivante : la société française n'est pas entrée les yeux fermés, ni sous l'emprise consensuelle d'un modernisme frénétique, mais traversée de controverses, de luttes et d'inquiétudes, autant de dispositions critiques qu'entreprirent de gouverner les dirigeants.

Session 1. Moderniser la société, construire l'adhésion au progrès

Président de séance : Patrick Fridenson (EHESS)

Productivité et modernisation dans la France des Trente Glorieuses : actions et réseaux, par Régis Boulat (LAHRA de Grenoble)

Le retard français d'après-guerre est patent. La France connaît alors un apprentissage collectif de la croissance par la productivité. C'est la période où l'on passe progressivement du charbon au pétrole. C'est aussi le moment où Alfred Sauvy souligne l'importance de la démographie.

La productivité est le nouvel étalon de la croissance et la mesure du progrès technique. On constate alors un écart de 1 à 3 entre les Etats-Unis et la France. Jean Monnet, commissaire au Plan, appelle Jean Fourastié à son cabinet. Fourastié sera le chantre de cette productivité avec son livre *La civilisation de la France* (1960). Le plan Marshall va venir contrarier les schémas en cours. Mais Fourastié cumule tous les rôles (*Le grand espoir du XXème siècle* et *Machinisme et bien-être*, en 1949). Les ouvrages de Fourastié connaissent un grand retentissement (1,5 million d'ouvrages vendus au cours de sa carrière), car il sait vulgariser. Fourastié n'est pas au cœur de la science économique universitaire, mais il dispose d'un réseau d'une vingtaine de personnalités catholiques comme lui, trentenaires en 1940, qui peuvent critiquer le développement à marches forcées, tout en étant des agents actifs des Trente Glorieuses. Parmi elles, Robert Buron, fondateur du MRP, qui plaide pour que la productivité soit expliquée au corps social afin d'être acceptée.

Au début des années 1950, il y a six programmes pilotes financés par le plan Marshall. En 1953, on crée un « commissariat général à la productivité ». Fourastié s'ingénie, avec son « bataillon sacré », à concentrer divers travaux et initiatives. Les questions environnementales ne sont pas absentes de ses préoccupations. Il veut un rapport harmonieux entre économie et environnement. Il cherche à étaler l'urbanisation et à séparer la production industrielle de la consommation des particuliers. Il est pour cela en contact avec Bertrand de Jouvenel, déjà conscient des limites de la société d'abondance. Le *Courrier de l'Unesco*, à ce propos, est révélateur.

Modernisation et politiques de l'espace dans la France des années 1960, par Loïc Vadelorge (université de Paris 13)

L'espace choisi est la région parisienne, dont l'aménagement a été tracé par un schéma directeur et mené entre 1965 et 1969. Le mot-clé est alors « l'espace », suivant la formule fameuse « Dès qu'il n'a plus faim de pain, l'homme a faim d'espace ». D'où la politique des « espaces verts ». Il s'agit alors d'étendre et de réguler l'espace, notamment des résidences secondaires. L'espace non bâti est affecté. Le contrôle foncier consiste à créer des « réserves de nature ». La politique de rénovation urbaine s'accompagne de la construction à l'extérieur des villes. Cependant, dès la fin des années 1960, la politique des équipements et des espaces verts est jugée comme un échec et la cause de la crise urbaine. Des chercheurs ont travaillé sur les besoins de la population. Ils constatent que plus on élève le niveau de vie d'une population, plus on augmente ses besoins. Des sociologues comme Henri Lefèvre et Alain Touraine alertent les aménageurs, mais ils ont recours à un jargon qui les rebute.

La faculté des sciences est installée à Orsay en 1964, et l'université de Villeteuse est implantée en 1974 dans une municipalité communiste qui refuse l'université incluse dans la ville. Tout le monde répugne à quitter Paris. Chaque projet de ville nouvelle concocté par Paul Delouvrier et Hirsch suscite une levée de boucliers. Noisy-le-Grand se dresse contre Marne-la-Vallée, on manifeste contre Cergy-Pontoise et les associations se mobilisent contre Saint-Quentin-en-Yvelines. A l'époque, cette opposition est considérée comme conservatrice, ringarde, voire archaïque. On a oublié aujourd'hui ces très vives résistances.

Cassandra versus Hélène : réception des critiques du « progrès » et aspiration consumériste dans les années 1950-1960, par Rémy Pawin (université de Paris 1)

La défaite de 1940 a démonétisé le progrès. Gaullisme et communisme sont d'accord pour la reconstruction et la relance du progrès technique. C'est l'époque de la fascination des arts ménagers (« Moulinex libère la femme »), que va railler Boris Vian et son collègue de pataphysique. L'ingénieur centralien chante « la complainte du progrès ». Georges Perrec écrit *Les choses* en 1965. Jacques Tati filme *Mon oncle*. Tous se moquent de la modernisation « à l'américaine ». Mais Perrec ne convainc pas ses contemporains, pris par la sacralisation du PIB (produit intérieur brut), publié pour la première fois en 1962. Les artistes jouent les Cassandra, mais ils ne sont pas entendus. La société penche du côté de la modernité.

A la fin des années 1960, toutes les familles françaises ont un frigo, une télé et une auto. La fascination consumériste se dissipe. On commence à dénoncer les gadgets inutiles.

Durant la discussion, on s'interroge sur cette satiété, qui culmine en mai 1968 avec la dénonciation de la société de consommation. On constate aujourd'hui que l'ordinateur, internet, le téléphone portable et autres relancent cette frénésie de consommation des nouveautés techniques.

Le lent essor d'une critique sociale et environnementale du progrès dans les syndicats avant 1968 en France, par Renaud Bécot (EHESS)

Les représentations syndicales rompent avec l'idée d'un « âge d'or ». Les syndicats réagissent en ordre dispersé. La CGT ne participe pas aux commissions paritaires, à l'inverse de la CFTC. Dans les années 1950, les points de vue se rapprochent lorsque la CFTC se démarque des organismes de productivité. Entre le progrès technique et le progrès social, l'environnement apparaît comme une variable d'ajustement. Dans un de ses bulletins, en 1959, la CGT vante « les dompteurs de la Durance » qui ont construit le barrage de Serre-Ponçon. On ne parle pas d'environnement mais d'hygiène et sécurité. Ce qui compte, c'est la production d'énergie.

La CGT critique par ailleurs la promotion d'un mode de vie individualiste, présenté comme « américain ». L'équipement moderne des foyers est alors présenté comme une obligation. En 1962, un militant CFTC (Maurice Belorgey) développe la notion de « dédensité ». La réflexion se précise autour de la notion de « cadre de vie », qui renouvelle le rapport syndical à l'environnement

Les archives syndicales invalident l'analyse de Jean Fourastié, pour qui la richesse est, pour les pauvres, « la condition nécessaire et suffisante du bonheur ». En 1967, la CFDT dit « Le progrès, oui, mais pour l'homme ». La CGT aspire toujours aux loisirs, tradition de 1936, mais elle ne parle pas d'environnement.

Session 2. Cultures critiques, critiques culturelles

Président de séance : Pascal Ory (université de Paris 1)

Le progrès en question dans *Visa pour l'avenir*. Une voix dissonante sur la science à l'ORTF (1962-1967), par Claire Sécail (LCP, CNRS)

On assiste alors à l'effritement de la notion de progrès. En 1961, Pierre Sabbagh lance l'émission de télévision, *Visa pour l'avenir*, qu'il confie d'abord au groupe Amaury. La première émission, consacrée à Haroun Tazieff, est un échec. L'émission est alors confiée au trio Roger Louis, ancien instituteur, Jean Lallier et Robert Clarke. Les problèmes d'environnement sont traités à hauteur de 22% (surpêche, Camargue, pollution de l'air, etc.).

En 1963, Nicolas Skrotsky, journaliste scientifique à l'AFP, publie *Alerte à l'homme* chez Del Duca. Il jette un regard critique sur la science. Le sujet n'est plus tabou.

**L'École de Bordeaux de critique du « progrès » : Bernard Charbonneau et Jacques Ellul
à contre-courant du mouvement personnaliste, par Christian Roy (chercheur
indépendant québécois, spécialiste du personnalisme en Europe)**

Bernard Charbonneau, professeur agrégé d'histoire et géographie, et Jacques Ellul, professeur de droit à l'université de Bordeaux, se lient d'amitié durant les années 1930. Ils enseignent tous les deux à Bordeaux et fondent le groupe personnaliste du Sud-Ouest, en liaison avec la revue *Esprit* d'Emmanuel Mounier. En 1937, Bernard Charbonneau publie sous forme de plaquette ronéotée un « manifeste naturiste » où il explique que le sentiment de la nature, pour un personnaliste, équivaut à la conscience de classe chez un communiste, donc pour une « révolution naturiste ».

Le personnalisme chrétien d'Emmanuel Mounier, qui s'oppose au fascisme, au communisme et au capitalisme anglo-saxon, convient à Charbonneau et Ellul. Mais ils vont diverger lorsqu'ils constateront que le but d'Emmanuel Mounier n'est pas de faire une révolution naturiste, mais seulement d'attirer l'intelligentsia catholique à gauche, pour accompagner le progrès.

Le divorce sera consommé après la guerre, lorsque la revue *Esprit* approuve la reconstruction à marches forcées. Durant la guerre, Bernard Charbonneau a écrit *Le Pan se meurt* (qui ne sera publié qu'en 1969 sous le titre *Le jardin de Babylone*). Le personnalisme chrétien, pour lui, c'est fini. Il prône un naturisme païen. Pour Jacques Ellul, devenu théologien protestant à ses heures, le personnalisme chrétien demeure un bon fondement. Mais ce qui le préoccupe, c'est l'asservissement de l'homme par la technique. Il publie donc en 1954 *La technique ou l'enjeu du siècle*, qui va le faire connaître dans les universités américaines. L'École de Bordeaux, envisagée après la guerre par les deux amis, ne verra jamais le jour. La critique du progrès, elle, va continuer et s'étendre.

**La modernité en négatif : le décryptage situationniste en son temps, par Anna
Trespeuch-Berthelot (université de Paris 1)**

L'Internationale lettriste voit le jour en 1952 et devient l'Internationale situationniste en 1957, avec notamment Guy Debord, entouré de G. Pinot-Gallizio, P. Simondi, E. Verrone, M. Bernstein, W. Olmo, A. Jorn, tels qu'ils apparaissent dans leur manifeste de juin 1960. Guy Debord dénonce « l'art asservi », « l'urbanisme concentrationnaire » de Le Corbusier, la cybernétique qui standardise, la technologie qui infantilise. Pour lui, l'important est de « construire sa vie ». En 1967, il publie *La société du spectacle*, où il fustige l'aliénation du travail et les musées « cimetières de l'art ». La même année, il publie le *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*. A son tour, Vaneigem dénonce la « réification », prélude à la dénonciation de la société de consommation. En 1971, enfin, Guy Debord publie *La planète malade*, dernier soubresaut de l'Internationale situationniste, qui disparaît en 1972.

Le situationnisme a toujours été un mouvement groupusculaire, d'abord cantonné au milieu artiste, puis à un petit cercle d'intellectuels (marxistes critiques). C'est « l'internationale occulte », précurseur du mouvement de mai 1968. Guy Debord est l'unique rescapé du

mouvement vingt ans plus tard. Il se suicide en 1994. Gallimard republie *La planète malade* en 2004.

A-t-il des héritiers ? Peut-être Baudrillard, qui a été l'assistant d'Henri Lefèvre...

Les contestations de la « modernité » dans le cinéma français (1959-1968) : Michel Audiard et Jean-Luc Godard, par Sébastien Le Pajolec (université de Paris 1)

C'est d'abord François Truffaut, en flèche dans la Nouvelle vague, qui se moque de la « qualité française » devenue sclérosée. Jacques Tati, lui, se moque de la « modernité ». La Nouvelle Vague accompagne la modernité. *A bout de souffle*, de Godard, surprend par la mobilité de la caméra et le recours à des techniques nouvelles, alors que le film est à petit budget. Godard et Truffaut sont alors fascinés par le cinéma américain.

A l'inverse, Michel Audiard, dans ses dialogues taillés sur mesure pour Jean Gabin, se moque de cette jeunesse et réhabilite la tradition (« Les grandes familles », « Les vieux de la vieille », etc.). Comme l'écrivain René Fallet, il cultive la nostalgie de la France populaire. Il se vante d'être un anarchiste de droite.

Avec la guerre du Vietnam, Godard, développe une critique virulente des USA et devient anti-américain. Dans *Alphaville*, Godard bascule dans le noir. Il décrit l'avenir lugubre d'une société condamnée à un urbanisme fou. La « bagnole » devient cauchemar avec *Week-end*, qui dénonce la tyrannie des loisirs.

Ainsi, Audiard et Godard se rejoignent pour dénoncer la société de consommation. Ils envisagent même de tourner ensemble *Voyage au bout de la nuit*, le premier roman de Céline. Ils préfèrent désormais l'héritage à la rupture.

Le refus du développement « esthétique » des objets de consommation, par Nathalie Simonnot (ENSA de Versailles)

« La laideur se vend mal », écrit en 1961 l'architecte Raymond Loewy. Il développe une esthétique industrielle à l'opposé de celle prônée en 1959 par A.Hermant dans son ouvrage *Formes utiles*. Celui-ci dénonce le design, qui permet de présenter comme nouveau un produit déjà connu.

Session 3. Les Trente Pollueuses ? Contestation et normalisation des risques

Président de séance : Geneviève Massard-Guilbaud (EHESS)

Contribution à une histoire des Trente Pollueuses : pollution de l'air et civilisation urbaine et industrielle en France dans les années 1950-1960, par Stéphane Frioux (Lyon 2-LAHRA)

La première loi contre la pollution de l'air remonte en France à 1932. En Californie, la ville de Los Angeles étouffe lorsque les gaz d'échappement se mêlent aux brumes du Pacifique. En 1952, le « smog » de Londres provoque la mort de milliers d'habitants. En 1953-54, on

commence à mesurer le dioxyde de soufre à Paris. En 1954 est créé le comité « eurotox ». En France est créée l'association pour la prévention de la pollution atmosphérique (APPA). Les mesures de la pollution se généralisent à travers les villes de France.

En 1961 est votée la loi sur la pollution de l'air. Les chaufferies sont mises à contribution. Les industriels s'organisent. Sous l'impulsion de Louis Armand est créé le comité d'action technique sur la pollution atmosphérique (CATPA), auquel participent les Houillères et les constructeurs automobiles. Sous l'égide du CATPA est créé le CITEPA, qui étudie la pollution atmosphérique en Europe. A l'époque, les industriels souhaitent anticiper les critiques dont ils sont l'objet. Ce qui n'empêche par Jean Dorst, du Muséum, de publier en 1965 une analyse cinglante (*Avant que nature meure*).

Les prospectivistes et les nouveaux aménageurs du territoire s'y mettent à leur tour. L'APPA organise en 1969 une campagne de sensibilisation appelée « la semaine de l'air pur ». La presse traite alors le problème, partagée entre le ton alarmiste et l'effort pédagogique. Se créent aussi des associations locales, comme par exemple à Echirolles, souvent sur le type NYMBY (pas de ça chez moi). Elles mettent en garde contre le discours des autorités et des experts, qui contrôlent les industriels mais ne les dénoncent jamais.

Geneviève Massard-Guilbaud remarque que l'on continue de se focaliser sur le visible (les fumées) et peu sur les gaz. Les industriels se défaussent sur la pollution des particuliers. Les différents ministères et leurs corps techniques (ingénieurs des mines, inspecteurs du travail, etc.) se battent pour assurer le contrôle.

Le cas des pêcheurs et de la pollution de l'eau, par Gabrielle Bouleau, du CEMAGREF

Le 1^{er} février 1959, le premier ministre, Michel Debré, demande au commissaire au Plan, Pierre Massé, « d'étudier le problème de l'eau avec les diverses administrations intéressées pour proposer au gouvernement toutes mesures propres à porter remède à une situation qui s'aggrave d'année en année ». Le réseau du Plan est constitué d'ingénieurs modernistes de retour des colonies et d'indépendants des « diverses administrations » inspirés par les théories économiques de Pigou et Keynes.

Ils se prononcent pour ne pas dépolluer partout. Les rivières sont classées en quatre catégories. La dernière catégorie interdit la pêche et la consommation du poisson eu égard au niveau de pollution, trop élevé. Les agences financières de bassin sont créées en 1964. On procède donc à des inventaires de la pollution pour quantifier les redevances à verser aux agences. Le premier inventaire est publié en 1971 avec des données provenant des pêcheurs. La pollution est définie par la demande en oxygène (DBO) de l'eau. Les redevances, au début, ne seront pas assez élevées en raison de la résistance des industriels et des élus locaux.

Mais les pêcheurs, principalement d'origine urbaine (Bartoli) contestèrent ce nouveau système qui remettait en cause le régime qu'ils avaient obtenu en 1941 : contre l'instauration d'une taxe piscicole, tous les cours d'eau, classés en deux catégories, étaient piscicoles. Ils pouvaient pêcher partout et vendre leur poisson. Or, dans le nouveau système, les rivières classées en 4e

catégorie étaient interdites à la pêche. Ils ne veulent pas, à l'instar de la pollution, être mis en équation. Ils finiront par accepter ce système en contrepartie d'une reconnaissance de leur rôle dans la lutte contre les pollutions. Ils pourront se porter partie civile en cas de mortalité des poissons.

La seconde « modernisation » des Alpes : contestations et arrangements durant les Trente Glorieuses, par Anne Dalmasso (université de Grenoble 2)

Les Alpes ont une longue histoire avec l'industrie hydraulique. Jusqu'au 19^{ème} siècle, il s'agit d'usages locaux. Après la seconde guerre mondiale, il s'agit de « moderniser » les Alpes, qui se vident de leur population paysanne. Avec le barrage de Tignes, « Némésis de la société moderne contre la vieille civilisation rurale » dira un ingénieur, on assiste à la disparition d'un village qui refuse d'être « une autre ville d'Ys ».

En vallée de Maurienne, où Péchiney fabrique l'aluminium, la contestation porte sur la pollution par le fluor. On parle de « vallée de la mort ». En 1952, des plaintes sont déposées pour des animaux contaminés. Les Eaux et Forêts constatent de graves dégâts aux arbres. Péchiney, qui compte s'installer aux USA et qui, pour cela, devra respecter des normes drastiques s'efforce de trouver une solution au problème. A cette fin, il signe avec l'Etat un contrat aux termes duquel il adaptera son processus de fabrication pour limiter la pollution jusqu'à la découverte de systèmes non polluants.

L'atome, la gloire et le désenchantement des résistances au nucléaire et la société du risque pendant les Trente Glorieuses, par Sezin Topçu (EHESS)

1^{ère} période (1945-1947) : de la révolution scientifique (« Hiroshima, grande première scientifique ») à l'engagement des savants atomistes français (Joliot-Curie, Perrin, Langevin, Auger) qui seront le noyau dur du Commissariat à l'énergie atomique. En 1947, les agriculteurs protestent contre l'installation sur leurs terres du centre de Saclay (91).

2^{ème} période (1949-1959) : les communistes, qui ont jusque-là soutenu leurs savants, se mettent à critiquer la bombe atomique avec le commencement de la guerre froide. En 1959, Jean Rostand et François Mauriac créent à leur tour une fondation contre la bombe atomique.

3^{ème} période (1954-1960) : on passe de la décision de lancer la France dans l'aventure nucléaire, sous le gouvernement de Pierre Mendès France, à la « force de frappe » nationale voulue par Charles de Gaulle. Le mouvement pour le désarmement nucléaire rencontre peu d'échos en France. En 1960, le commandant Cousteau, qui est directeur de l'Institut océanographique de Monaco, s'oppose à l'immersion des déchets nucléaires en Méditerranée.

4^{ème} période (à partir de 1962) : se crée en 1962 l'Association pour la protection contre les rayonnements ionisants (APRI) de Jean Pignero. Elle restera confidentielle, malgré le soutien de Pierre Fournier dans *Hara-Kiri* puis *La Gueule ouverte*. Les opposants à l'atome ne sont pas unis. Certains se mobilisent contre l'arme atomique (Théodore Monod), d'autres contre l'énergie nucléaire civile (Jean Pignero, Jean Rostand). On critique beaucoup la pratique du secret pour l'achat par EDF de terres agricoles, qui font exploser les prix de l'immobilier. Les

sociologues de l'équipe d'Alain Touraine se divisent entre partisans de la lutte contre la bombe, cause perdue, et opposants au nucléaire civil, un combat « gérable ».

Session 4 : Moderniser les campagnes : instruments, imaginaires, déboires et critiques

Président de séance : Jean-Luc Mayaud (université de Lyon 2). Il rappelle qu'il y avait 3 millions d'exploitations agricoles en 1946, contre moins de 400.000 aujourd'hui.

« La mystique du progrès technique ». Discours et imaginaires de la modernisation agricole des Trente Glorieuses, par Christophe Bonneuil (Centre A. Koyré)

« Le progrès doit-il être obligatoire ? » demande René Dumont, ingénieur agronome, en 1946. En fait, on pense au développement de l'agriculture suivant les mêmes schémas que pour le développement industriel. René Dumont estime qu'arrêter l'exode rural serait un obstacle à l'augmentation du niveau de vie des citadins. Relire Henri Mendras, proche du catholicisme social, et sa « fin des paysans ». La société rurale, paysanne, s'oppose à la civilisation urbaine, en un véritable choc. Il faut absolument passer de la charrue au laboratoire, comme le souligne Michel Augé Laribé dans *La révolution agricole* (Albin Michel, 1955). Lire aussi *Vie paysanne et techniques agricoles* (1952), par Albert Ramus.

Au début des années 1950, la France devient excédentaire en céréales et les prix baissent, à la grande déconvenue des agriculteurs. La transformation du monde rural d'après-guerre s'est faite en une génération, passant de la tradition à la modernité, sous la houlette du gaullisme et d'Edgard Pisani.

Des tracteurs pour l'Afrique ? La mécanisation et ses critiques en Afrique tropicale française (1946-1955), par Céline Pessis (EHESS)

Le projet mécanisateur : en 1948 est mis au point le plan de modernisation des territoires d'outremer. L'Etat français hésite entre productivisme et libéralisme, mais produire est un impératif. Ce projet mécanisateur est porté par le ministère chargé de l'outremer. Il a pour objet de moderniser les colonies et d'anticiper le renchérissement de la main-d'œuvre. Plus de 8 milliards de francs sont consacrés à la première étape, qui consiste à créer des stations de motoculture pour le riz, le coton et l'arachide.

Justification environnementale du tracteur : avec la machine, on a enfin un moyen qui ne dépend plus du niveau culturel de l'utilisateur, ni de sa bonne volonté. Grâce au tracteur, on maintient la fertilité organique et minérale à un taux satisfaisant. On peut aussi enfouir les engrais verts et conserver la fertilité des sols en luttant contre l'érosion.

L'imaginaire mécanisateur : on croit que le tracteur va opérer la transition entre l'agriculture indigène traditionnelle et l'agriculture moderne. Mais le bilan va s'avérer désastreux entre 1948 et 1952. Les labours profonds entraînent l'érosion et la destruction des sols. On s'aperçoit que l'on n'a pas étudié sérieusement la cartographie et la structure des sols. Le machinisme devient un sujet de recherches. Après l'échec du projet modernisateur, ce sera au

tour de la politique des cultures planifiées d'être critiquée, critiques qui émaneront surtout du Muséum national d'histoire naturelle.

Le progrès vu par la jeunesse agricole catholique : entre crainte d'un rouleau compresseur et espoir de servir l'homme, par Vincent Flauraud (université Clermont 2)

Pour la JAC (Jeunesse agricole catholique, créée en 1929, et devenue MRJC en 1960), le progrès est forcément technique, mais il est aussi ouverture et progrès social partagé. Le progrès est-il un bienfait ou une catastrophe ? Pour la JAC, tout progrès technique doit s'accompagner d'un progrès moral. Autrement, il peut donner le meilleur et le pire et vous rendre maître ou esclave. Autre tendance : le profit des riches ne fera pas le bonheur des pauvres. Le progrès peut produire du déséquilibre et faire apparaître des inégalités.

Le progrès est souvent ressenti comme un esclavage, chronophage, qui fait négliger la vie sociale et soumet aux programmes abrutissants et « prêts à penser » de la télévision.

Un absent dans la critique du progrès : l'environnement. Dans les années 1930, le discours de la JAC est que le paysan est l'assistant de Dieu. Le progrès conduit à la bombe atomique et éloigne de la religion. On se demande si la science ne va pas prendre la place de Dieu. On vise à faire un « homme complet », épanoui, dont le progrès est légitimé par les Ecritures (« Remplissez la terre et soumettez-là », dit la Genèse). L'épanouissement est un mot-clé de la JAC d'après-guerre (« Nous aspirons à notre plein épanouissement d'hommes tel que Dieu l'a voulu »). Le spirituel domine le matériel. On privilégie les coopératives, qui mettent en pratique le commandement « Aimez-vous les uns les autres ».

L'obstacle à l'épanouissement est le péché. « La technique est bonne, mais elle ne peut sauver l'homme ». Vers 1958, une rivalité va naître entre la JAC et le CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs).

Réflexions finales par Dominique Pestre (EHESS)

Ont été appréciées la densité et la qualité des interventions. Quel était le leitmotiv des organisateurs ? Les sociétés n'entrent pas dans la modernité les yeux fermés. On pourrait réécrire une histoire de la modernité en partant de ce postulat.

1^{ère} remarque : déjà, en 1810 (établissements dangereux et insalubres)... On commence à tenir compte de l'avis des populations vers 19... Nous avons eu une historiographie du contre-récit. On se dit qu'il faut reconstruire la périodicité. On pourrait faire des chronologies pour caractériser des moments. En 1945-1946, c'est la productivité avant tout. Vers 1960, on commence à s'interroger sérieusement sur le progrès. La mobilisation sociale est rude, mais le système s'y adapte et fait face.

2^{ème} remarque : quelle est la nature des contradictions ? On a une logique de production libérale depuis le XIX^{ème} siècle (les marchés), dont les normes sont respectées ou non. On

gouverne l'espace public et on gère les contestations. On encourage la consommation individuelle par des modes de régulation collective. On négocie, on répare, on indemnise, grâce aux experts qui fixent les normes. Mais ces régulations sont peu efficaces.

3^{ème} remarque : se pose alors la question des outils et des structures de cette régulation. Les institutions qui gèrent cette régulation (commission, Plan) font du *Que sais-je ?* Aujourd'hui, cette régulation est plutôt assurée par les ONG et les « think tanks »

4^{ème} remarque : on n'a pas parlé de l'OCDE et de ses grandes enquêtes nationales.

5^{ème} remarque : on pourrait établir un classement des formes d'opposition, comme le syndrome NIMBY. Il est à la source de mobilisations nombreuses et diverses. Par ailleurs, on a peu parlé du risque dans les années 1960, alors qu'il était bien présent.

Qu'est-ce que la « modernité réflexive » ? Qu'est-ce que cela signale ? La période 1945-1955 a été une période de déshinhibition massive, dans une atmosphère de guerre froide où, à l'Ouest, il faut consommer. Deux civilisations s'affrontaient. La période 1955-1970 correspond à un grand mea culpa collectif. Enfin, dans la période 1990-2005, on a trouvé l'ennemi. On s'abandonne à un libéralisme hyper productif qui vise seulement à la croissance, avec une couche de développement durable et le recours au principe de précaution.

Roger Cans (AHPNE)

Epilogue

Le colloque sur « Une autre histoire des Trente Glorieuses » a été l'occasion d'une réunion de chercheurs venant de disciplines différentes, toutes touchant à l'histoire, autour d'un objet décliné par sa périodicité : les 30 années d'après la seconde guerre mondiale.

S'il y a eu peu de prise en compte de la dimension matérielle de l'histoire ainsi convoquée, telle qu'une histoire de l'environnement pourrait l'entreprendre, le colloque a montré le dynamisme de l'héritage de l'histoire intellectuelle. Certes, les modifications de l'équipement des ménages, l'évolution de la pollution de l'air et sa mesure au fur et à mesure des transformations de la consommation d'énergie, la réaction face à l'équipement hydroélectrique des vallées alpines, etc., décrivent des modifications dans l'équipement de la population. Mais cette modification n'est pas linéaire et univoque et la question de la réception a été très présente au cours du colloque : d'une part des interrogations récurrentes ont été formulées sur les rhétoriques de la modernisation autour de la productivité ou de la réaction des syndicats aux évolutions environnementales ; d'autre part une histoire des idées véhiculées, par exemple, par le personnalisme d'un Charbonneau ou bien autour des conflits intellectuels au sein du monde paysan a été esquissée.

Tout bien pesé, le colloque répond à l'ambition initiale d'y voir se dessiner un contrepoint à la vision des Trente Glorieuses estampillées telles après les travaux de Fourastié. Ces années sont suffisamment éloignées de nous, désormais, pour supporter un réexamen par les historiens, et leurs collègues sociologues ou politologues notamment, qui nuance largement le propos. Elles n'ont pas toujours été aussi glorieuses que ce que l'histoire en a retenu. La modernisation a été un leitmotiv dont on peut se demander s'il n'était pas plus affaire d'optimisme technocratique diffusé dans les media et l'opinion publique, plutôt que d'une caractérisation effective de la pratique et de l'évolution matérielle de la société.

Le colloque aura permis de mettre en valeur la pertinence de la périodisation pour l'historien, entre 1945 et 1973, dans ce qui peut être décrit comme un moment, mais plus sûrement comme un « régime » de pratiques, d'équipement et de représentations ayant cours dans la société française. Si modernisation il y a, c'est aussi celle de la généralisation des outils de mesure tous azimuts, depuis celui de l'opinion, jusqu'à celui de la productivité, en passant par la mise en place d'une gouvernance par des politiques publiques, et les progrès de l'analyse quantitative et statistique depuis celle des comportements sociaux jusqu'aux externalités économiques.

Florian Charvolin (AHPNE)